



AVIS

Conseil Économique Social & Environnemental Régional



Avis sur « Adapter la formation à l'industrie durable, soutien pour un nouveau mastère spécialisé »

Résultat du vote :

UNANIMITÉ

**Rapporteur :
M. Michel PONS**

La Région propose d'apporter son soutien exceptionnel à l'INSA de Rouen sous forme d'une subvention de fonctionnement pour amorcer la 1^{ère} année d'une nouvelle formation de mastère spécialisé « chef de projet décommissionnement et réhabilitation environnementale ».

Il s'agit de former à des compétences techniques nouvelles pour l'encadrement de la conduite de chantiers de traitement, de démantèlement, de reconversion et de valorisation de sites industriels.

Ce mastère est habilité pour un an à titre expérimental et ouvert en formation initiale ou continue à 15 ingénieurs ou diplômés de mastère, en partenariat avec l'entreprise Valgo qui pilote la reconversion de l'ancien site « Pétroplus ».

Cette expérimentation ouvre la voie à un partenariat avec les laboratoires et les entreprises de la filière des biotechnologies et des bio-industries, en cohérence avec les enjeux du marché du travail et les besoins économiques du territoire, mais aussi sur le plan national et européen. Compte tenu de son intérêt qui rejoint les priorités du SRESRI (Schéma Régional Enseignement Supérieur, Recherche, Innovation) la Région apportera un financement de 30 000 € sur un coût total estimé à 150 000 €, soit 20%.

Le CESER se félicite de la mise en place de cette initiative très positive pour le territoire au passé industriel important. Il est essentiel de valoriser l'expertise de nos établissements en matière de gestion des risques et, plus généralement, des sites industriels notamment de type Seveso. Le CESER invite la Région à communiquer sur ce domaine d'excellence en émergence dans la carte de ses formations supérieures.

Il souhaite avoir communication du rapport d'étape que devra rédiger l'INSA à l'issue de l'année d'amorçage afin de juger de la pertinence du financement régional et de l'effet levier qu'il a pu avoir.

Le Conseil Economique Social et Environnemental Régional donne un avis favorable.

Déclaration des groupes

MONSIEUR MARC GRANIER

**Par accord entre le MEDEF et les branches professionnelles du secteur
industriel (UIMM, UIC/ARNIP, UFIP)**

Je voulais souligner avec satisfaction que, dans la note d'accompagnement qui couvre ce point, il y a un élément important qui n'a pas été repris dans l'avis, mais cela ne me paraît pas gênant.

Il est important, parce qu'il souligne l'expertise des salariés de Valgo, mais cela peut être d'autres, et le fait que des professionnels vont participer, si je comprends bien, selon des modalités à préciser je suppose au schéma éducatif et au processus de formation. Je pense que c'est un élément très important.

C'est particulièrement appliqué dans ce cas, parce que l'on en voit bien l'aspect très concret, mais je pense que d'une manière générale et on l'a dit quand on travaillait sur la formation, toutes les opportunités qui permettent de rapprocher les milieux professionnels et le milieu d'enseignement sont à saisir et je vois là un bon exemple.

MONSIEUR ERIC LAUGEROTTE
Au titre du Comité régional CGT de Normandie

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Contrairement aux idées selon lesquelles la métropole aurait seulement son avenir dans les services et le tourisme, la CGT considère que l'industrie et ses capacités de production ne font pas seulement parti d'un passé important.

Redynamiser l'industrie, c'est s'engager vers le développement de filières existantes et la création de nouvelles afin d'apporter des réponses pérennes aux besoins sociaux et économiques qui prennent en compte les questions environnementales.

La logique de filières suppose une articulation entre formation, recherche, innovation, investissement, production, recyclage. Les entreprises doivent consacrer une part plus importante des profits réalisés à cette articulation, et la recherche publique doit être confortée et renforcée.

La nouvelle filière de traitement, démantèlement, reconversion et valorisation des friches doit s'inscrire dans cette reconquête de l'industrie, et non pas favoriser sa casse et la spéculation immobilière.

Rappelons que la liquidation de Pétroplus concerne 449 salariés et le plan social pour la Chapelle Darblay 169.

Ce sont aussi les sous-traitants, les services de proximité et toute la zone portuaire de Rouen qui en subissent les conséquences.

Le groupe CGT accueille favorablement le soutien financier de la Région à l'INSA de Rouen pour amorcer la première année de la formation de mastère spécialisé «chef de projet décommissionnement et réhabilitation environnementale».

Il souhaite qu'à terme les entreprises associées participent activement au développement de l'emploi et à l'accroissement des investissements liés à la recherche, sachant qu'elles bénéficient de nombreux avantages fiscaux comme le Crédit Impôt Recherche dont le montant est passé de 930 millions en 2004 à 6 milliards aujourd'hui.

Enfin le groupe CGT observe que, lors de projets soutenus par la Région, les engagements pris par les partenaires publics tels que l'Etat ou les établissements d'enseignement supérieur n'ont pas été toujours assurés ou ont interféré avec l'organisation de filières existantes.

Ainsi la création de l'Ésitech, école d'ingénieur interne à l'université de Rouen, n'a été accompagnée d'aucun recrutement de personnel enseignant, administratif et technique, ne se reposant que sur les moyens humains déjà existants mais limités pour les cycles licence et master.

Le groupe CGT votera l'avis !